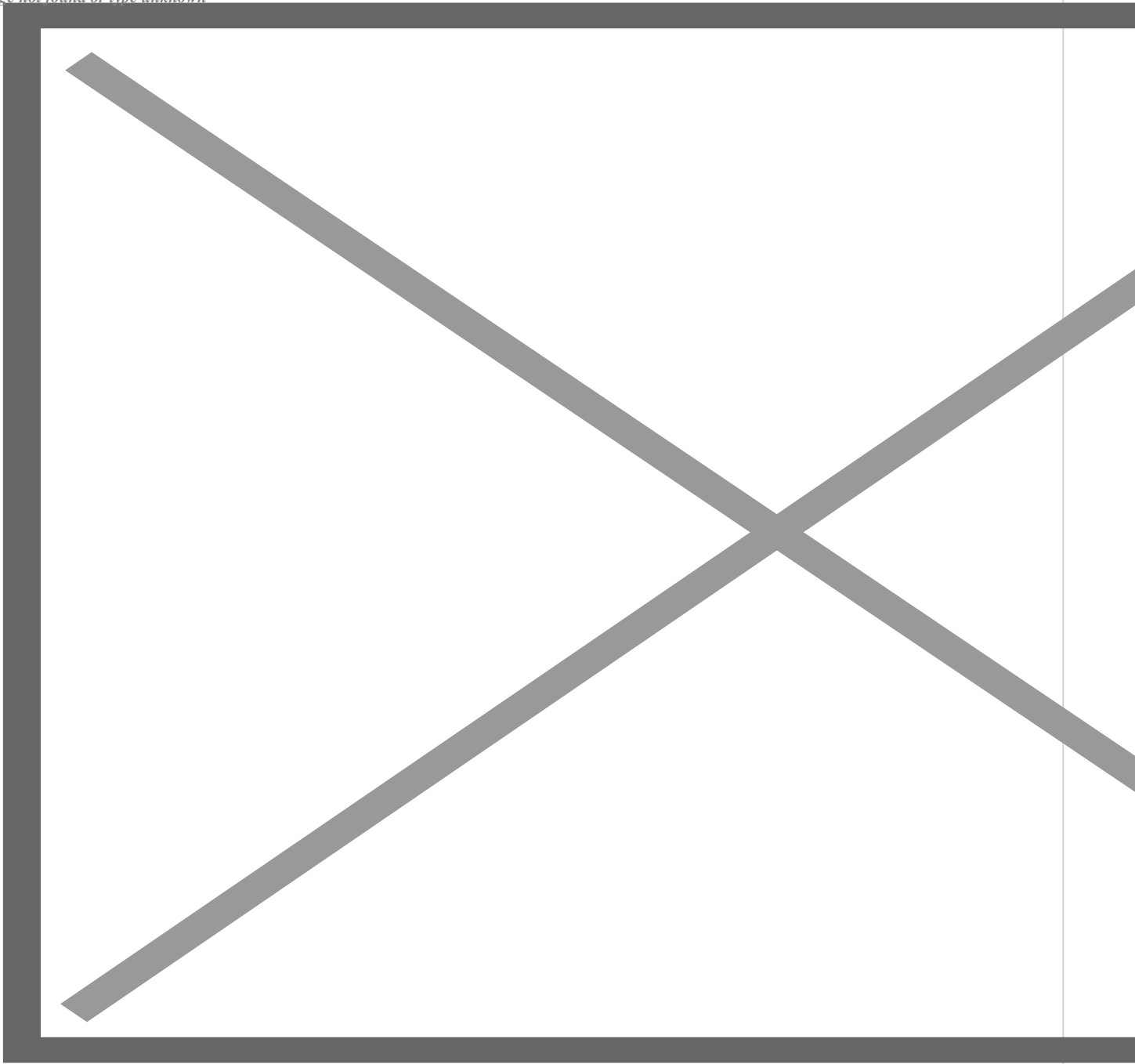


Des détails sont révélés sur le plan pour assassiner Evo Morales

Image not found or type unknown



La Paz, 20 juin (RHC) L'ancien ministre bolivien Carlos Romero a dévoilé de nouveaux détails sur le coup d'État de novembre 2019, qui a conduit au départ de la présidence d'Evo Morales et à la prise de pouvoir par Jeanine Áñez.

Dans un long message diffusé à travers son profil Facebook, Romero a affirmé qu'il existait un "plan conspiratif" pour "éliminer physiquement" le président bolivien de l'époque. Il a précisé qu'un policier "prétendait appréhender" Morales sous un "ordre exprès" afin de "mettre fin à sa vie".

Par ailleurs, il a souligné que la police suivait déjà les ordres de l'opposition quelques jours avant la mutinerie ouverte du 8 novembre à Cochabamba. "La police bolivienne s'était déjà rendue coupable d'insubordination à l'égard du ministre du gouvernement et du président, non seulement à travers la mutinerie policière, mais bien avant, lorsque les contrôles et barrages de police dans le cadre de la sécurité électorale ont été facilement franchis par des opposants violents qui ont incendié les sièges des tribunaux de vote dans de nombreuses villes", a-t-il déclaré.

Il a également accusé l'ancien commandant de la police, Yuri Calderón, de participer à une action "de distraction" alors que le plan d'insubordination était en gestation, bien qu'il ait déclaré à plusieurs reprises qu'il "embrassait l'idéologie de gauche". En réalité, "je coordonnais avec les putschistes et j'avais donné l'instruction que l'on puisse arrêter le président Morales", a-t-il soutenu.

Romero a en outre affirmé que le plan coordonné entre l'opposition et les hauts responsables de la police a commencé "de son propre chef" à "assurer la protection des dirigeants politiques de la droite putschiste et conspiratrice". Dans ce contexte, il parle de l'escorte qu'ils ont offerte au gouverneur élu du département de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, lorsqu'il est arrivé à La Paz pour remettre une lettre au président Morales, toujours président, le 7 novembre. " Certains ont dit que cela avait été décidé par le ministre du Gouvernement, ce qui est faux, l'escorte a été définie par la police en dehors du ministère du Gouvernement et contournant une commission de quatre ministères avec des autorités qui étaient à l'aéroport", a-t-il affirmé.

Entre autres, celui qui était ministre d'État d'Evo Morales a affirmé que Jeanine Áñez "ne pouvait jamais être présidente du pays" et qu'elle a pris ses fonctions "en entrant par la fenêtre et en s'emparant du pouvoir politique". " Elle n'a pas été élue parce qu'elle n'a jamais été présidente du Sénat et encore moins en ligne de succession constitutionnelle. Les institutions du pays ont été piétinées", a-t-il dit.

Les déclarations de Romero font suite au fait que l'ancien président bolivien Carlos Mesa Gisbert s'est abstenu de témoigner ce jeudi lors d'une audience convoquée par le Procureur général dans le cadre de l'affaire du coup d'État. Pour le politologue Hugo Siles, le silence de l'ancien président devant le parquet jette une nouvelle lumière sur son action les jours précédant le coup. " C'est précisément Carlo Mesa qui appelle à la mobilisation, engendre la violence dans les villes, puis il participe lui-même aux réunions avec la conférence épiscopale et l'opposition pour définir la succession constitutionnelle", a souligné Romero.

Source RT

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/261326-des-details-sont-reveles-sur-le-plan-pour-assassiner-evo-morales>



Radio Habana Cuba